

## **BNP Paribas finance le géant israélien de la défense Elbit Systems**

J. Bo.

L'information est confirmée avec d'infinies précautions, tant le sujet est ultrasensible dans le contexte actuel de l'offensive militaire israélienne à Gaza. Le groupe BNP Paribas a reconnu auprès du *Monde* qu'il finance la production d'armes de l'entreprise israélienne de défense Elbit Systems. Son nom était apparu dans un rapport de 2022 de la coalition « Don't Buy Into Occupation », qui regroupe 25 organisations palestiniennes et européennes, accusant la banque d'avoir prêté, entre 2018 et 2021, 83 millions de dollars (76 millions d'euros) à Elbit. Un chiffre contesté par BNP Paribas.

La première banque européenne, qui ne précise pas la nature de ces financements à Elbit ni leur montant, ajoute qu'elle « *finance exclusivement les exportations à destination de pays de l'OTAN* » et ne finance « *aucune production à destination d'Israël* ». Une distinction qui, selon elle, est rendue possible grâce à une « *politique sectorielle stricte qui va au-delà des exigences légales* », qui passe par « *plusieurs mécanismes* » de surveillance afin de « *contribuer au respect du traité sur le commerce des armes de l'Organisation des Nations unies [ONU] et de ne pas être complice des violations des droits de l'homme dans les conflits armés* ».

Depuis le déclenchement de l'offensive militaire le 7 octobre 2023 sur la bande de Gaza, à la suite des massacres du Hamas dans le sud d'Israël, les entreprises de défense israéliennes ont réorienté une partie de leurs exportations pour répondre à l'important besoin en armes de Tsahal et compenser l'arrêt des exportations de plusieurs pays, comme le Canada, l'Espagne ou l'Italie.

### **« Pas impliquée »**

« *Toute la question est de savoir de quelle garantie dispose BNP Paribas pour s'assurer qu'elle ne finance pas des armes utilisées en Israël, où il existe un risque très sérieux de violation du droit international* », interroge Aymeric Elluin, chargé de plaider à Amnesty International. En dépit du financement de l'entreprise israélienne de défense Elbit Systems, BNP Paribas assure « *qu'elle n'est impliquée ni directement ni indirectement dans le conflit israélo-palestinien* ».

Avec un chiffre d'affaires de près de 6 milliards de dollars en 2023, Elbit est le 21<sup>e</sup> producteur d'armes au monde. Son financement par la BNP Paribas est d'autant plus risqué que la Cour internationale de justice (CIJ) a établi, le 26 janvier, l'existence d'un « *risque réel et imminent* » de génocide à Gaza depuis le 7 octobre 2023. Plusieurs entreprises ont depuis cessé leur collaboration avec Elbit, à l'instar du géant japonais du négoce Hitochu, en février 2024, qui a cité l'avis de la CIJ pour justifier sa décision, ou l'entreprise suisse de logistique Kuehne + Nagel.

Une commission d'enquête de l'ONU, rassemblant des enquêteurs indépendants, a accusé, le 12 juin, les autorités israéliennes de « crimes contre l'humanité » au cours de l'offensive militaire à Gaza menée après l'attaque sanglante du Hamas du 7 octobre 2023. Des

accusations « odieuses et immorales » rejetées par Israël. « *Lorsqu'un conflit se déclare, la banque est nécessairement vigilante dans les services financiers qu'elle peut apporter et elle peut être amenée à faire évoluer ses relations commerciales en fonction des situations* », précise BNP Paribas